

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1057

Artikel: Clarification
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1021064>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

24 octobre 1991 - n° 1057
Hebdomadaire romand
Vingt-huitième année

Clarification

Les soirées électorales helvétiques n'atteindront jamais la qualité de spectacle et le degré d'émotion qui prévalent en ces occasions dans les pays voisins. Le système proportionnel en vigueur chez nous et des circonscriptions qui favorisent la cantonalisation du vote rendent peu probables toute vague de fond de l'opinion et tout déplacement significatif dans la répartition des sièges. Le seul suspense réside dans des projections nécessairement imprécises, vu la diversité du pays, qu'on corrige peu à peu au fil de la soirée.

Pourtant ces élections fédérales, même si elles ne nous ont pas tenus en haleine, ne manquent pas d'intérêt. Derrière l'apparente stabilité pointent des évolutions possibles. La lente érosion des partis gouvernementaux se poursuit au profit de ce que nombre de commentateurs qualifient, pour s'en inquiéter le plus souvent, de dérive populiste. Les socialistes ont subi l'assaut il y a quatre ans déjà; c'est aujourd'hui le tour des radicaux et des démocrates-chrétiens.

Avouons-le, cette dérive ne nous déplaît pas. Non pas que ces nouveaux mouvements, motorisés, liguards et nationalistes, puissent contribuer de quelque façon à résoudre les problèmes de l'heure. Mais leur succès relatif devrait faire comprendre aux deux grands partis bourgeois qu'ils n'ont rien à gagner à brouter les plates-bandes de la xénophobie et du populisme. A vouloir râtiser trop large, les partis gouvernementaux du centre-droite sont condamnés à ne mécontenter personne, donc à décevoir chacun ou presque.

Les socialistes ont connu cette tentation du large spectre; leur ambition de grand rassemblement écolo-social-gauchiste n'a pas convaincu les extrêmes et a désécurisé le gros de leurs troupes. Ils ont maintenant redressé la barre et recentré leur projet en se démarquant des alternatifs et autres fondamentalistes verts, même s'ils abritent encore en leur sein quelques rares dinosaures de l'espèce zieglérienne.

Au tour maintenant des radicaux et des

démocrates-chrétiens d'opérer leur clarification, de poser leurs marques. Les problèmes prioritaires sur l'agenda politique — intégration à l'Europe et coopération internationale, politique à l'égard des étrangers, sécurité sociale, développement économique compatible avec l'environnement et fiscalité équitable — imposent à l'évidence un dénominateur commun clairement identifié entre les partis désireux d'assumer la responsabilité gouvernementale et un soutien plus ferme au Conseil fédéral. Les formations en charge du gouvernement peuvent sans crainte laisser aux groupes marginaux le soin de cristalliser le mécontentement et de distiller des slogans qui s'éroderont rapidement à l'usage. A condition d'occuper le terrain: la politique en effet a horreur du vide; discrets sur des thèmes majeurs, hésitants parce que divisés, les grands partis et le Conseil fédéral — mais ce dernier, mal soutenu, pouvait-il faire mieux? — ont laissé le champ libre aux slogans des démagogues et au désarroi de nombreux citoyens désorientés par la complexité du monde et la rapidité des changements. A condition aussi de préparer des solutions crédibles et de les assumer devant le peuple: dans une démocratie semi-directe plus qu'ailleurs, l'information, l'explication sont des conditions indispensables du bon fonctionnement des institutions.

Dans ce contexte, nous ne voyons plus de place au Conseil fédéral pour les démocrates du centre. leurs sections les plus dures à Zurich et en Argovie ont encore progressé, sur des thèmes ouvertement xénophobes et d'un conservatisme obtus; ce sont elles qui désormais donneront le ton au parti central et à la fraction parlementaire. Sur les questions de l'intégration à l'Europe communautaire, de la coopération internationale, des étrangers, de la fiscalité, l'UDC s'est clairement profilée dans l'opposition. Les trois autres partis gouvernementaux doivent maintenant tirer la conséquence logique de cette attitude. JD